

. **les OGM** (préconiser le principe de précaution mais ne pas être "intégriste" sur ce sujet, notamment pour augmenter la résistance et la productivité agricole dans les pays pauvres qui doivent retrouver une autosuffisance alimentaire). Chap. 2-9

. **le nucléaire civil** (préconiser une sortie progressive, un contrôle strict des déchets et retraitement des déchets ...). Chap. 2-11

. **l'APD (Aide au Développement)** : la France ne respecte pas l'engagement des objectifs du Millénaire (0,7% du PIB), consacrant seulement 0,4% de son PIB, même si en valeur absolue elle se situe au 3ème rang des donateurs après les Etats-Unis et l'Allemagne avec 10 Mds\$ (7,8 Mds€) en 2007 sur un total mondial de 70 Mds \$. Seuls les pays nordiques et les Pays-Bas respectent cet engagement aujourd'hui. Or les pays pauvres souffrent encore plus de la crise (alimentaire) et du réchauffement climatique. Chap 2-10

. **la taxe Tobin** : initialement proposée par les altermondialistes (ATTAC) et soutenue aussi par M. de Sarnez et F.Bayrou au Parlement Européen, N.Sarkozy commence à la considérer également. Nous pensons qu'une taxe de ce type, assise sur les flux des transactions financières, de faible montant (0,1%), pourrait à la fois être régulatrice en décourageant la spéculation (les aller-retour spéculatifs) et être une nouvelle source de financement pour par exemple abonder un fonds de stabilisation du cours des matières premières. Chap. 2-1

. **la taxe carbone aux frontières** : c'est une bonne idée de taxer les produits aux frontières de l'Europe fabriqués par des entreprises qui ne respecteraient pas un minimum de normes environnementales. Mais pour ne pas pénaliser les pays pauvres qui n'ont pas les moyens d'investir en équipement anti-pollution, il faudrait que le produit de cette taxe soit affecté à un fonds d'aide à l'investissement environnemental dans ces pays, qui donne des avantages fiscaux ou des prêts à taux zéro à ces entreprises pour les encourager à respecter ces normes. Même principe pour une taxe "sociale" aux frontières de l'Europe, pour les entreprises qui ne respecteraient pas des normes minimales de protection sociale. Chap 6-1 (Europe) ou 2-1 (Economie

mondiale)

Marie-Anne Kraft

Vice-présidente du MoDem 94

Responsable de la section de Saint-Maur